

# RÉVOLUTION ET DICTATURE A CUBA...

Lorsque Lénine et Trotsky, utilisant la poussée révolutionnaire du peuple russe, qui avait abattu un trône séculaire et aboli des priviléges millénaires, se lancèrent dans l'insurrection d'octobre ils se préoccupèrent de faire coïncider l'action avec le congrès panrusse des Soviets afin de donner à leur manœuvre politique un caractère populaire qui la «légitimât», ils savaient parfaitement que le pouvoir politique ne serait pas celui des ouvriers et des paysans, mais bien le pouvoir exclusif de la minorité audacieuse qui l'avait saisi par surprise et qui le maintiendrait durement entre ses mains, quand même les majorités révolutionnaires s'y... opposeraient.

Cette préoccupation qu'avaient les bolcheviks de faire «légitimer» la prise et le monopole du pouvoir politique montrait leur faiblesse dans la mesure où ils avouaient ainsi avoir [abuser] des masses ouvrières et paysannes pour installer la «dictature du prolétariat» et créer un «État prolétarien».

Cependant les libertaires de tous les pays, qui s'étaient aussitôt solidarisés avec le fait révolutionnaire russe, ne se laissèrent pas tromper par les tactiques subtiles des bolcheviks et furent les premiers à dénoncer devant les prolétaires du monde entier l'étranglement de la révolution et la mise en place d'une réaction étatique, dictatoriale et totalitaire.

## La démocratie directe

C'est un avantage indiscutable pour les libertaires, en ces temps d'anticommunisme réactionnaire et opportuniste, de pouvoir citer les œuvres de Luigi FABBRI, Rudolf ROCKER, Alexandre BERKMAN, Emma GOLDMAN, Pierre ARCHINOF, Nestor MAKHNO, Errico MALATESTA, etc..., sans oublier les objections de KROPOTKINE, surtout celles qu'il exprimait dans sa fameuse lettre à LÉNINE où il protestait violemment contre la prise d'otages parmi les opposants révolutionnaires qui osaient faire face au régime liberticide.

Nos camarades ne se laissèrent pas aveugler par le fait rigoureusement exact que la révolution avait abattu les priviléges féodaux et qu'elle avait réduit en poussière un trône absolutiste qui paraissait indéracinable à cause de ses fondations séculaires et de la soumission servile des masses paysannes.

Après LÉNINE, TROTSKY et STALINE, dont le passage au pouvoir est taché du sang de centaines de milliers de victimes, n'importe qui peut juger le régime soviétique avec certitude; mais il était délicat de prévoir la politique communiste à ses débuts, alors que le régime totalitaire paraissait s'identifier avec la volonté révolutionnaire du peuple russe.

-----

Fidel CASTRO commença la lutte révolutionnaire contre la dictature de BATISTA en se réclamant de principes strictement démocratiques et constitutionnels. Dans son fameux discours devant le tribunal qui le jugea pour l'attaque de la caserne Moncada (action au cours de laquelle trouva la mort un jeune libertaire du nom de Boris SANTA-COLOMMA) il alla jusqu'à s'appuyer sur un passage de la constitution de 1940 qui établit le droit du peuple à se soulever en armes contre tout régime tyrannique.

Mais lorsque le tyran tomba sous la poussée des diverses tendances révolutionnaires qui, ajoutées les unes aux autres, avaient plus d'importance que le *Mouvement du 26 juillet*, le premier soin de CASTRO fut d'organiser la prise du pouvoir par son petit groupe, en profitant de la popularité acquise depuis son bureau de la Sierra Maestra. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1959 son unique préoccupation fut d'établir le monopole exclusif du pouvoir pour sa propre personne et le groupe d'*«apôtres»* qui bénéficiait de sa confiance personnelle. Mais comme il devenait nécessaire de «légitimer» un pouvoir révolutionnaire qui ne résultait pas particulièrement de la conjonction des forces ayant lutté les armes à la main contre le régime abattu, CASTRO fut

amené à organiser périodiquement des concentrations de masse dont l'unique objet était d'entretenir sa popularité et de montrer qu'il gouvernait au nom du peuple cubain.

En fait il n'avait rien inventé: il s'inspirait simplement des précédents établis par tous les dictateurs anciens et modernes, de Jules CÉSAR à FRANCO, en passant par MUSSOLINI, HITLER et PERON qui organisaient des démonstrations massives, où se retrouvaient des fanatiques délirants, dans la Piazza Venezia, la Wilhelmstrasse, la Castellana et devant la Casa Rosada.

-----

Le procédé étant ancien il fallait lui trouver un autre nom qui dissimulerait l'aspect stupide de la méthode et permettrait de tromper le peuple cubain et surtout l'opinion progressiste et révolutionnaire internationale.

L'homme que le destin appela à décrire le régime dictatorial de Fidel CASTRO d'une phrase simple et persuasive fut le philosophe français de l'existentialisme Jean-Paul SARTRE. Au cours d'une visite «désintéressée» rendue sur invitation du dit gouvernement révolutionnaire cubain, il trouva cette phrase heureuse: «*Le régime révolutionnaire de Fidel CASTRO est une démocratie directe et concrète*». Et comme unique argument apte à justifier l'ingéniosité de sa phrase il déclara que: «*Les gouvernements révolutionnaires dialoguaient directement avec le peuple, établissant une liaison concrète entre la volonté des masses et la minorité gouvernante*». Naturellement la phrase fut acceptée et brandie constamment par les fidélo-communistes comme une «légitimation» du pouvoir révolutionnaire. Il n'était plus question de consulter le peuple, ni de permettre que les organismes populaires fonctionnent librement, vu que CASTRO «dialoguait» avec les masses et que les masses croyaient ostensiblement leur adhésion totale à ce qu'il leur disait dans ses longs discours.

-----

Mais comment fonctionne la «démocratie directe»?

La ferveur populaire s'éteignit rapidement au fur et à mesure de la consolidation super-autoritaire du régime dit révolutionnaire.

Les premiers mois d'euphorie passés le peuple cubain commença à montrer son désaccord en refusant de participer aux grandes concentrations organisées à tout bout de champ par le gouvernement.

C'est un fait bien connu à Cuba que vers le milieu de 1959 la sensibilité populaire comprit qu'elle était sortie d'une dictature sanguinaire pour tomber dans une dictature terroriste et brutale. Et lorsque s'acheva ce que Fidel lui-même appela «*la lune de miel entre le peuple cubain et la révolution*», c'est-à-dire l'acceptation spontanée par les masses populaires cubaines du gouvernement fidélo-communiste, les gouvernants se hâtèrent d'utiliser les méthodes communes à tous les régimes totalitaires.

Désormais, pour faire en sorte que Fidel CASTRO dispose d'un auditoire (lequel ne dépasse jamais le demi-million de personnes de tous âges et de tous sexes), on procède de la façon suivante:

1- On paralyse totalement la vie économique du pays, faisant cesser toute activité par ordre du gouvernement.

2- On ferme tous les lieux publics: cinémas, théâtres, stades, cabarets, plages, cafés, restaurants, etc...

3- Toutes les chaînes de radio et de télévision sont groupées de façon à transmettre et à décrire exclusivement la concentration.

4- On suspend tous les transports publics (trains, avions et autocars) qui vont de la capitale vers l'intérieur de l'île.

5- On emploie tous les moyens de transport connus, depuis ceux qui servent habituellement au transport des personnes jusqu'à ceux qui servent pour des animaux et du matériel, pour amener depuis les villages de l'intérieur jusqu'à La Havane les gens qui doivent participer à la concentration.

6- On ordonne à tous les fonctionnaires, à tous les travailleurs des entreprises nationalisées, à tous les paysans employés dans les prétextes «*fermes du peuple*», ainsi qu'à tous les universitaires, professeurs et étudiants de se présenter au «*responsable*» désigné qui vérifiera la présence de chacune des personnes placées sous son contrôle.

7- Pendant les 20 jours qui précèdent la concentration populaire tous les moyens de propagande s'emploient - exclusivement, 24 heures sur 24, à inciter le peuple à assassiner en menaçant ceux qui ne s'y rendraient pas et ne pourraient fournir une justification, d'être considérés comme des «*contre-révolutionnaires*», des «*agents de l'impérialisme*» et des «*ennemis du peuple*».

Et malgré toutes ces mesures coercitives on n'a jamais réussi à concentrer 10% de la population cubaine.

Fidel CASTRO, cela va de soi, ne se préoccupe pas de l'absence de la majorité du peuple cubain à ces consultations périodiques et proclame à tue-tête que le peuple, le vrai peuple révolutionnaire, est là avec lui, appuyant le gouvernement par sa présence et sa résolution combative et déclare: «*Ça oui, c'est la démocratie, pure et vraie, une démocratie directe et concrète*».

## Écoles et casernes

Il est cependant certain qu'à la chute de Batista, Cuba ne comptait pas plus de 25% d'analphabètes (il y en a 14% en Argentine, 15% en Uruguay, 54% au Mexique, 58% au Vénézuéla) et que le nombre de 50% a été inventé pour justifier une campagne dont l'objet fut bien plutôt d'endoctriner les enfants, les adolescents et les adultes que d'apprendre à lire aux ignorants.

Les maîtres doivent suivre fidèlement les programmes officiels dont l'application est surveillée par des «*Comités de Vigilance de la Révolution*» composés de maîtres et d'élèves acquis au gouvernement.

L'autonomie universitaire, orgueil des étudiants cubains, qui fut obtenue par des luttes sanglantes, a complètement disparu: l'Université de La Havane est régie par une «*Junta gouvernementale*» imposée arbitrairement. Les professeurs ne sont pas nommés après un concours, mais choisis par celle-ci et révocables après un an pour «*garantir la fidélité révolutionnaire du professorat*».

Garçons et fillettes, en uniformes et en armes, montent la garde, assurent des patrouilles, défilent au pas cadencé en chantant des hymnes pleins de haine... Activités qui illustrent pleinement une phrase de Che Guevara prononcée le 27 novembre 1961: «*Les enfants de 15 ans, lorsqu'il y a une résolution, ne sont plus des enfants; ce sont des soldats de la Patrie*».

Castro avait promis de convertir les casernes en écoles; agi fait il a transformé les écoles en casernes.

## La fraude de la réforme agraire

Il faut chercher dans la mauvaise distribution des terres les causes réelles de l'instabilité politique et sociale à Cuba, aussi bien durant les siècles de domination espagnole que pendant les 60 années de vie politique «*indépendante*».

Une collectivité essentiellement agricole dont 80% de la population vit des activités paysannes doit rompre avec la vieille conception féodale de la propriété foncière et remettre les terres entre les mains des paysans si elle veut permettre un développement agraire conforme à ses nécessités vitales.

La grande propriété cubaine était un mal en soi, mais en outre les grands propriétaires maintenaient en friche de vastes étendues de terres cultivables, tandis que d'énormes masses de paysans mouraient de faim et de misère.

-----

Pour cette raison la préoccupation principale du mouvement libertaire cubain fut toujours de réaliser une profonde et radicale révolution agraire. Suivant l'exemple des militants libertaires qui inspirèrent au Mexique l'épopée d'Emiliano ZAPATA, des militants cubains valeureux et aguerris engagèrent toutes leurs énergies dans la lutte pour la libération du paysan.

De la constitution d'une coopérative de production de café à Monte Ruz jusqu'à la création de la «*Confederacion Campesina de Cuba*» (*Confédération des Paysans cubains*) où militaient des douzaines de nos camarades, les libertaires cubains furent toujours présents dans la guerre contre la grande propriété, incitant les paysans à s'emparer même par la violence des terres en friche pour les cultiver sous forme de coopératives agraires libres ou de collectivités agricoles révolutionnaires.

Dans cette longue lutte de nombreux militants libertaires tombèrent assassinés par les hommes de main des grands propriétaires et parmi eux les camarades Sabino PUPO MILIAN et Nicilo PEREZ. La date de l'assassinat de ce dernier fut choisie par la C.C.C. pour célébrer le «*Jour du paysan*», journée de lutte et de combat pour les revendications des paysans exploités et affamés.

-----

Au moment de la chute de BATISTA les organisations libertaires cubaines lancèrent aux paysans le mot d'ordre de la prise directe des terres, pour organiser des coopératives et des collectivités agraires révolutionnaires sans attendre les décisions des nouvelles autorités du pays. Nous prétendions ainsi, tout d'abord, faire participer les masses paysannes à la construction d'une nouvelle économie agricole qui correspondrait aux nécessités réelles du pays, en les rendant directement responsables de l'administration des terres, unique moyen d'assurer une plus grande production agricole. En second lieu nous pensions que l'action des masses paysannes empêcherait l'évolution de l'État dit révolutionnaire vers une forme totalitaire, comme cela est arrivé.

La réponse immédiate des nouveaux dirigeants, conseillés par les communistes, fut l'expulsion manu militari des paysans qui avaient occupé des terres, avec menace d'exclure du bénéfice de la réforme agraire projetée tous ceux qui persisteraient dans cette voie. Cette attitude des dirigeants «révolutionnaires» fut à l'origine d'une série assez longue de conflits et d'incidents, mais en fin de compte le contrôle des terres resta aux mains de l'État et les paysans révolutionnaires durent se contenter d'attendre les décisions officielles.

La loi de réforme agraire promulguée avec fracas en mai 1959 signifie plus le passage de la propriété de la terre aux mains de l'État, par l'expropriation des grands propriétaires, que la répartition des terres entre les paysans, et ramène ces derniers au rang d'esclaves du nouveau patron. La politique dite «révolutionnaire» s'ingénia dès le début à tuer toute initiative des paysans, créant des «coopératives agraires» et des «granges du peuple» qui ne sont rien d'autre que des entreprises d'État qui fonctionnent sous la direction de véritables commissaires politiques désignés par le gouvernement.

L'*Institut national de la Réforme agraire* contrôle tout, dirige tout, détermine tout et n'offre pas au paysan la moindre possibilité d'initiative dans l'organisation du travail agraire. En juin 1960, quand le désastre de la politique autoritaire en matière agricole fut évident, nous, libertaires, avons publié une déclaration de principes qui disait entre autres

«... La terre à celui qui la travaille.

*Nous croyons que le cri classique de tous les paysans du monde «Terre et Liberté!» est l'expression la plus exacte des aspirations immédiates des paysans cubains. De la terre à labourer et à cultiver, de la liberté pour s'organiser et administrer les fruits de leurs efforts et de leurs désirs comme bon leur semble: par la culture individuelle ou familiale dans certains cas, par la création de coopératives libres de production dans d'autres, par l'organisation de granges collectives là où cela sera possible, mais toujours par la libre volonté des paysans et jamais par les décisions des représentants de l'État qui peuvent être des hommes très capables, mais qui ignorent bien souvent les réalités matérielles de l'agriculture et les aspirations des hommes de la terre.*

*Nous sommes convaincus, par une longue expérience acquise dans les luttes révolutionnaires des paysans, que la planification de l'exploitation de la terre, question vitale pour notre peuple, ne peut s'imaginer comme un simple processus technique, car s'il exact que des facteurs inertes interviennent (terres et outils), le facteur «humain» (en l'occurrence les volontés des paysans) est décisif.*

*C'est pour cette raison que nous nous prononçons en faveur d'une organisation coopérative et collective sur des bases absolument volontaires. L'aide technique et culturelle apportée aux paysans étant sans doute le meilleur moyen de le persuader de la supériorité de l'exploitation collective sur le système d'exploitation individuelle ou familiale. Faire le contraire, employer la force et la coercition, reviendrait en définitive à faire échouer la révolution agraire, c'est-à-dire la Révolution elle-même dans son aspect essentiel».*

Cette déclaration qui était une critique de la politique autoritaire du gouvernement dans les campagnes, fut qualifiée immédiatement de «contre-révolutionnaire» par les dirigeants du régime. BLAS ROCA, secrétaire général du *Parti Socialiste Populaire* (P. C. cubain) nous accusa alors d'être des «agents du State Department». Cette attitude des officiels montra qu'il n'existant aucune possibilité de faire fructifier une position qui ne correspondait pas, dans la forme ou dans le fond, à la ligne tracée par le gouvernement dit révolutionnaire.

-----

La politique étatiste dans les campagnes a conduit en premier lieu au mécontentement des paysans qui manifestèrent leur répulsion, face à une réforme agraire qui les a transformés en serfs de l'État totalitaire, en travaillant avec dégoût et en ne mettant pas le maximum de leurs efforts à l'accomplissement de leur tâche. En second lieu le marasme dans la production agricole revêt une telle ampleur que des produits typiques du pays qui couvraient, avant la Révolution, au moins 50% des nécessités alimentaires du peuple cubain, sont devenus extrêmement rares ou inexistant sur le marché.

Le gouvernement fidélo-communiste a investi bureaucratiquement près de 800 millions de pesos dans la réforme agraire et le résultat est la sous-alimentation des couches les plus pauvres de la population. La nouvelle classe, et les anciens riches conservant encore des réserves économiques, continuent de manger copieusement tandis que le peuple s'appauvrit.

### **Le dressage des syndicats**

Le mouvement ouvrier cubain fut libre et indépendant vis-à-vis des gouvernements et des partis politiques depuis sa fondation par les libertaires, dans les derniers jours de la domination espagnole, jusqu'en 1938. A cette date les communistes pactisèrent avec le premier gouvernement de BATISTA et subordonnèrent l'action de la classe ouvrière aux intérêts de leur Parti et du gouvernement en place.

Avec la création de la *Confédération des Travailleurs de Cuba* les syndicats ouvriers perdirent alors leur autonomie et se virent soumis à la réglementation légale qui tendait à les maintenir sous la direction bureaucratique des stalinien et du ministre du travail. Mais l'influence des traditions anarcho-syndicalistes empêcha jusqu'à un certain point que la classe ouvrière acceptât passivement la nouvelle situation et renonçât à son indépendance en tant que classe. C'est pour cela que les travailleurs cubains ont défendu énergiquement leurs organisations et ont même fait fréquemment usage de la grève pour faire aboutir leurs revendications, bien que les grèves fussent interdites par la loi.

-----

Lorsque BATISTA tomba, les militants pensèrent que les obstacles à leurs luttes revindicatives avaient disparu totalement et que par conséquent la classe ouvrière devait profiter de la liberté conquise par le triomphe de la Révolution pour corriger toutes les injustices accumulées. Mais cela n'était que «*le songe d'une nuit d'été*». En fait le nouveau régime interdit immédiatement tout mouvement de type revindicatif et exige des ouvriers qu'ils attendent tranquillement les décisions du gouvernement. Cette attitude est illustrée par deux phrases de Raul CASTRO: «*Le meilleur syndicat, c'est l'État*» et «*Les travailleurs n'ont plus besoin de syndicats, car ils ont un gouvernement qui les défend et les protège*».

L'attitude officielle fut immédiatement appuyée par les dirigeants qui avaient pris les commandes des syndicats après le premier janvier. Ils déclarèrent que pour «*défendre la Révolution*» les travailleurs devaient renoncer à toutes leurs revendications.

D'autre part le nouveau régime niait tout droit d'intervention des syndicats dans les tâches fondamentales de la transformation révolutionnaire: au lieu de remettre la gestion des entreprises aux organisations ouvrières il la confiait à des hommes à sa solde.

Cependant, durant la première année, les masses ouvrières débordèrent les leaders improvisés et se lancèrent dans des grèves qui provoquèrent de sérieux conflits entre le gouvernement et les dirigeants des syndicats. Il fallut donc imposer des hommes plus capables de s'adapter aux exigences de l'État.

Actuellement les syndicats ouvriers cubains ne sont qu'un rouage du grand engrenage de l'État. Les dirigeants imposés par le nouveau régime se sont employés à liquider tout ce qui fut conquis pendant 80 années de luttes. A l'occasion du XIème Congrès de la C.T.C. ils firent entériner les dérogations à tous les droits acquis: congés payés annuels, arrêts de travail rétribués en cas de maladie, etc... On en arriva là après avoir balayé toute démocratie dans le fonctionnement interne des syndicats et écrasé tout mouvement de révolte des ouvriers. Les organisations syndicales cubaines sont devenues de simples agences gouvernementales qui ont pour but d'imposer sans discussion les décisions de l'État.

### **Une nouvelle oligarchie**

Castro est arrivé à créer à son profit, au sein des masses, un sentiment de respect mystique et à faire accepter l'idée que les «*héros de la révolution*» appartenaient à une élite. Dans la conscience populaire cela réduit le nombre des personnes ayant accès au pouvoir et le partageant (de façon limitée) avec le «*leader suprême*».

En réalité le pouvoir repose solidement entre les mains des frères Castro et de Che Guevara, et la tectonique qu'ils emploient pour gouverner six millions et demi de Cubains est extrêmement simple.

Ils désignent et destituent à leur convenance président de la République, ministres, dirigeants des syndicats, officiers, magistrats, etc... Ils gèrent l'économie sans rendre aucun compte. Ils ont à leur disposition tous les moyens de diffusion de la parole et de l'écrit.

Il est fréquent que l'un des trois improvise en public une solution à un problème quelconque et que le lendemain celle-ci soit transformée en loi par le simple jeu de l'approbation du soi-disant conseil des ministres.

Le peuple a un seul droit: assister aux grandes concentrations et applaudir jusqu'à l'épuisement.

### Le peuple en uniforme

Le 8 janvier 1959, à son arrivée à La Havane, Fidel CASPRO, dit: «*Des armes, pourquoi faire?*», mais au bout de quelques semaines la capitale était envahie par des milliers d'hommes en uniforme, récemment incorporés dans l'armée et la police organisée en toute hâte par le «*gouvernement révolutionnaire*». Presque toutes les charges officielles furent occupées par des officiers de l'armée rebelle et de nombreux comités exécutifs provisoires de syndicats furent envahis par des militaires qui étalaient ostensiblement leurs uniformes et leurs galons.

Par réaction contre ce néo-militarisme, on en vint très vite à blaguer les contradictions entre les paroles de Fidel dans l'étape de la lutte contre BATISTA et l'arrogance des «*guerriers*» du nouveau régime. Et le commandant Camilo CIENFUEGOS (qui disparut mystérieusement en octobre 59) se vit dans l'obligation de défendre ses troupes par ces paroles: «*l'armée rebelle, c'est le peuple en uniforme*». Les gens commencèrent à se dire que Fidel était en train de convertir le pays en une immense caserne.

-----

Le gouvernement créa des organismes militaires pour les hommes, femmes, jeunes. X cm iucs, jeunes gens et enfants: les *Milices nationales révolutionnaires*, l'*Association des jeunes rebelles*, l'*Association des pionniers rebelles*, les *Brigades d'alphabétisation Conrado Benitez*, les *Bataillons féminins Mariana Grajales*, etc... avec des uniformes de couleurs différentes et de coupe identique. La fièvre des uniformes fut telle que les dirigeants de la C.T.C. complètement subordonnés à la politique officielle, décidèrent que l'uniforme serait obligatoire pour tous les responsables syndicaux.

Nous, libertaires, observions la politique militariste du gouvernement avec beaucoup de méfiance. Nous connaissions parfaitement les dangers qu'affrontait la Révolution, mais nous ne pouvions nous laisser tromper par des phrases ronflantes. Nous savions parfaitement que pour entraîner au maniement des armes les ouvriers et les paysans il n'était pas nécessaire d'insister sur la discipline militaire. Notre point de vue fut exposé dans la *Déclaration de principes* déjà citée:

*«En tant que travailleurs révolutionnaires nous sommes internationalistes, c'est-à-dire fervents partisans de l'entente pacifique de tous les peuples par-dessus toutes les frontières géographiques, linguistiques, raciales, politiques ou religieuses. Si nous ressentons un immense amour pour notre terre, le même que ressentent les hommes des autres pays pour la leur, nous sommes opposés au nationalisme quel que soit le voile dont il se couvre et adversaires décidés du militarisme et de l'esprit guerrier. Nous refusons résolument l'éducation militaire de la jeunesse, la création d'une armée professionnelle et la constitution d'organismes militaires pour jeunes gens et enfants.»*

*Pour nous, nationalisme et militarisme sont synonymes de fascisme. Nous lutterons sans cesse pour qu'il y ait moins de soldats et plus d'enseignants, moins d'armes et plus de charrees, moins de canons et plus de pain pour tous».*

Cette déclaration fut bien entendu qualifiée de «*contre-révolutionnaire*», accusée de «*faire le jeu de la réaction*» et de «*salir la gloire de l'armée rebelle*». De plus le secrétaire général du P.S.P. prétendit que nous cherchions à empêcher l'organisation des forces défensives de la Révolution. Dans notre réponse, nous réaffirmions, notre volonté de ne pas voir les milices de défense contribuer à créer une mentalité militariste parmi les ouvriers et les paysans, parmi les enfants et les adolescents; en outre nous faisions remarquer, au secrétaire général du P.S.P. d'une part qu'il confondait l'enseignement de connaissances techniques relatives à l'usage des armes avec l'abrutissement militariste de la jeunesse, d'autre part que la confusion n'était pas objective, mais subjective: sa mentalité autoritaire lui interdisait d'imaginer une armée révolutionnaire, sans hiérarchie et discipline de caserne, l'empêchait de concevoir que la révolution puisse être défendue par des hommes sans uniforme et sans galon, uniquement poussés par leurs convictions profondes.

Comme nous l'avons déjà signalé, notre réponse a été interdite.

Actuellement les formes militaires du «*gouvernement révolutionnaire*», comprennent plus d'un demi-million d'hommes, de femmes, d'enfants et d'adolescents, mais au moins 80% des Cubains qui les composent sont inscrits sous la pression morale et la violence, surtout sous la menace d'être expulsés de leur travail s'ils n'acceptent pas «*volontairement*» l'uniforme qu'on leur impose pour «*défendre la révolution*».

-----

La révolution cubaine est devenue un des thèmes de l'actualité soulevant le plus de polémiques: alors que le cycle des révolutions populaires semblait en train de s'éteindre on a vu jeter du bon bois sur les braises, en faisant jaillir de nouvelles flammes.

Aussi il est bien évident que nos objections n'ont rien de commun avec celles des réactionnaires qui se réfèrent toujours aux notions de propriété privée et de foi religieuse indispensable, selon eux, au maintien de la pleine dignité de l'homme, ni avec celles des «*libéraux*» américains qui insistent toujours sur la nécessité de maintenir vivante «*la démocratie représentative*» en matière politique et «*la liberté d'entreprise*» en matière économique.

Il était normal que les militants anarchistes s'enthousiasment pour ce qui semblait être à ses débuts une révolution sociale authentique, grosse d'intentions libertaires si on en jugeait par les projets de ses leaders. Et le manque d'informations, dont la responsabilité nous incombe, à nous militants cubains, fut une source d'erreurs de jugement pour nos camarades d'autres pays.

Le sens critique de nombreux camarades fut souvent tenu en échec par l'aspect spectaculaire des mesures prises: expropriation des grands domaines et des grandes entreprises industrielles, diminution des tarifs des loyers et de l'électricité, et autres mesures favorisant apparemment le prolétariat ouvrier et paysan.

Mais, comme le disait un de nos compagnons de lutte, nous ne devons pas nous laisser aveugler par un examen superficiel des faits: il n'est pas suffisant, par exemple, de savoir qu'on poursuit les curés pour applaudir; il faut savoir aussi pour quelles raisons les curés sont poursuivis, quel est le motif véritable du conflit avec la hiérarchie catholique, s'il s'agit d'une mesure progressiste tendant à donner plus de liberté au peuple ou d'une lutte féroce pour le monopole du pouvoir.

Nous devons raisonner ainsi dans tous les domaines, car nous savons que les priviléges de classe sont liés à l'existence même de l'État.

**Abelardo IGLESIAS.**

-----